FORCES: le miroir du Québec d'aujourd'hui et de demain

HIVER 2007-2008, NUMÉRO 152 – 40e année

Par : François Grin et Michele Gazzola

---

F- Que pèse la francophonie dans l'économie mondiale ?

*Il est tentant de rapprocher langue et argent, d'autant que la quête de ce lien se nourrit de la fascination qu'exercent fréquemment certains phénomènes économiques tels que « la monnaie » ou « le marché ». Il est donc tout aussi tentant de vouloir mesurer le poids du français dans une économie mondialisée.*

En s'interrogeant sur le rapport entre langue et argent, on se retrouve face à des questions difficiles, mais bien réelles : comment expliquer, par exemple, que tel pays est plus prospère qu'un autre, ou que les membres de telle ou telle communauté ethnique ou linguistique semblent souvent se situer en haut de l'échelle socioéconomique, tandis que d'autres semblent perpétuellement relégués au bas du classement ? Peut-on dire que la richesse « parle » une langue plutôt qu'une autre ?

Étant donné que la langue est un des attributs les plus manifestes des individus et des groupes, la tentation est forte de chercher à établir une relation directe entre les revenus ou la fortune de ces derniers, d'une part, et leur profil linguistique, d'autre part. Toutefois, le lien est loin d'être direct, et les chemins qui mènent de la langue à l'argent sont semés d'embûches. Ainsi, certains ont cru pouvoir faire un parallèle direct entre la langue et la monnaie, comme si « l'échange » que constitue – en principe – la communication était assimilable à l'échange marchand.

Or, cette analogie débouche sur une impasse, car les deux types d'échanges sont de natures profondément différentes. D'autres, s'inspirant des travaux du sociologue Pierre Bourdieu, évoquent un « marché des langues », sur lequel certaines auraient une position prédominante. Mais ce faisant, ils oublient que quand un économiste parle de marché, il se réfère à un modèle où interviennent une offre et une demande pour un certain bien (ou service), la rencontre entre l'offre et la demande définissant un prix d'équilibre et une quantité échangée. Rien de tout cela dans le discours de Bourdieu, où l'invocation du marché, tout en fournissant une image forte qui a fait florès, relève avant tout de la métaphore.

## Une estimation délicate

Pour estimer l'importance économique de telle ou telle langue, on n'a donc guère d'autre choix que de s'appuyer sur des données chiffrées concernant des faits économiques plus ou moins aisément observables. Il est possible de le faire sous l'angle micro ou macroéconomique.

En optant pour la microéconomie, on pourra par exemple évaluer la rentabilité, pour un individu, de compétences dans telle ou telle langue. De telles estimations, régulièrement effectuées au Canada (et tout particulièrement au Québec, notamment grâce aux travaux de l'économiste François Vaillancourt), montrent que les anglophones autant que les francophones ont tout intérêt à apprendre l'autre langue officielle, car à formation et expérience professionnelle similaires, les travailleurs bilingues gagnent plus que les unilingues. Les estimations du même type réalisées en Suisse (pour le français, l'allemand et l'anglais), au Luxembourg (pour ces mêmes langues) ou en Ukraine (pour le russe et l'ukrainien) confirment amplement ces données.

Photo : Frédéric de la Mure / MAE/OIF

Toutefois, on ne peut s'en remettre à cette approche microéconomique pour jauger le poids économique global d'une langue, et cela pour deux raisons. La première limite réside dans la disponibilité des chiffres nécessaires. En effet, ce genre d'estimation exige des données individuelles qui ne sont que rarement disponibles (et sur ce plan, le Canada fait figure d'eldorado). On peut certes changer son fusil d'épaule et enquêter auprès des entreprises, mais les données seront alors, en général, plus difficiles encore à récolter.

En fin de compte, les informations ainsi obtenues ne serviraient qu'à confirmer, même si c'est sous un angle différent, ce que nous révéleraient les données sur les individus : en effet, si les collaborateurs maîtrisant telle ou telle langue sont mieux payés, c'est sans doute bien parce que ces compétences contribuent d'une manière ou d'une autre à la profitabilité de l'entreprise. La seconde limite de cette approche microéconomique, c'est que ses résultats ne seront valables que localement : la forte rentabilité du français pour les anglophones de Montréal ou les Suisses allemands vivant à Zurich ne permet pas d'estimer la rentabilité du français sur un plan plus général.

Si l'on opte pour une approche macroéconomique, on repartira d'une mesure globale de la création de valeur telle que le revenu national brut, puis on tâchera d'associer cette mesure à une définition pertinente de la sphère francophone, afin d'associer celle-ci à celle-là : on obtient ainsi une image de la part de la francophonie dans l'économie mondiale.

## Le poids démographique

Le rapport publié par l'Organisation Internationale de la Francophonie en 2005 fournit à l'heure actuelle la base de données la plus complète dont nous disposions sur la diffusion du français dans le monde. Selon ce rapport, un « francophone » est une

« personne capable de faire face en français aux situations de communication courante ». Nous retiendrons cette définition plutôt que celle, par trop diffuse, du « francophone partiel », défini comme une personne « ayant une compétence réduite en français, lui permettant de faire face à un nombre limité de situations ».

Sur le plan mondial, les francophones ainsi définis représentent 95,6 millions de personnes, soit 30,2 % de la population des 29 pays où le français est langue officielle ou co-officielle ; ce bassin de locuteurs constitue ce que nous appellerons « l'espace francophone ».

Environ 20 % d'entre eux se trouvent en Afrique, 10 % en Amérique et 70 % en Europe. Il existe toutefois une vingtaine de pays dans lesquels le français n'est pas une langue officielle, mais conserve une certaine place dans l'enseignement et, plus généralement, dans la vie sociale et culturelle. En tenant compte des francophones vivant dans ces vingt pays supplémentaires, nous pouvons définir un « espace francophone élargi ». La taille démo-linguistique de cet espace de 49 États s'élève à environ 19,1 % de la population totale des pays concernés, et leur répartition géographique est un peu différente : quelque 30 % du total des francophones vivent en Afrique, un peu plus de 60 % en Europe et 8,5 % en Amérique, le reste étant réparti entre l'Asie et l'Océanie.

## Le poids macroéconomique

Le revenu national brut (RNB) d'un pays est l'agrégat économique le plus souvent utilisé dans les comparaisons internationales. Le RNB est calculé à partir du produit intérieur brut (PIB), qui représente la valeur totale des biens et des services finis produits sur le territoire d'un pays au cours d'une année donnée. On calcule ensuite le RNB en soustrayant du PIB les revenus du capital et du travail versés au reste du monde et en ajoutant au PIB les revenus du capital et du travail reçus du reste du monde.

L'avantage du RNB par rapport au PIB tient à l'inclusion de l'ensemble des revenus reçus par les unités résidentes (notamment les ménages et les entreprises) dans un pays, ce qui fait qu'il reflète donc de manière plus exacte la distribution de la propriété de l'économie mondiale.

Afin de comparer les niveaux de vie au sein de la population d'un pays, on calculera le « RNB par habitant », sans perdre de vue, toutefois, que ce chiffre ne nous dit rien sur d'autres aspects de la qualité de vie des personnes, comme l'espérance de vie, le degré de justice sociale, le taux d'alphabétisation, etc.

Pour permettre la comparaison entre pays, ainsi que l'agrégation de données provenant de différents pays, on exprimera le RNB en « parités des pouvoirs d'achat » (PPA), c'est-à-dire qu'on convertira les RNB nationaux en une seule monnaie, mais en

passant par un taux de change qui corrige les différences de niveau général des prix entre pays.

| INDICATEURS DU POIDS ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE, 2002 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | PAYS (29) OÙ LE FRANÇAIS EST LANGUE OFFICIELLE | « ESPACE FRANCOPHONE » | PAYS (29+20) OÙ LE FRANÇAIS EST LANGUE OFFICIELLE OU JOUE UN RÔLE CULTUREL | « ESPACE FRANCOPHONE ÉLARGI » |
| Population | 316 878 000 | 95 600 000 | 600 722 000 | 114 488 000 |
| Part dans la population mondiale | 5,1 % | 1,5 % | 9,6 % | 1,8 % |
| RNB (milliards de dollars US) | 2 651,9 | 1 739,9 | 3 374,1 | 2 155,2 |
| RNB en PPA (milliards de dollars US) | 3 300,0 | 2 085,2 | 4 450,5 | 2 235,8 |
| Part dans l'économie mondiale | 6,8 % | 4,3 % | 9,2 % | 4,6 % |
| RNB/hab. (dollars US) | 8 369 | 18 200 | 4 974 | 15 483 |
| RNB/hab. en PPA (dollars US) | 10 414 | 21 812 | 7 322 | 19 078 |

*Sources : pour les données économiques et démographiques, Banque mondiale (2004) ; pour les pourcentages de francophones dans les pays concernés, Organisation Internationale de la Francophonie (2005) et Haut Conseil de la francophonie (1999).*

Le tableau ci-dessus résume les données économiques et démographiques pour « l'espace francophone » et « l'espace francophone élargi ».

Le RNB total de l'espace francophone était donc, en 2002, de quelque 1 740 milliards de dollars (2 085 milliards de dollars PPA, ce qui est légèrement inférieur au RNB de l'Allemagne).

Quelque 85,8 % du RNB de l'espace francophone proviennent d'Europe ; quant aux francophones d'Afrique, ils y contribuent pour 1,4 %. Le RNB moyen par habitant d'un francophone est d'environ 18 200 dollars par an (ou 21 812 dollars PPA, soit légèrement plus que le revenu moyen d'un Espagnol).

Ce chiffre est nettement supérieur au RNB moyen par habitant d'une personne habitant dans l'un des 29 pays où le français est une langue officielle, qui est de 10 414 dollars PPA. Ce dernier chiffre est en effet fondé sur la population totale, francophone ou pas, résidant dans les pays pris en compte, la plupart de ceux-ci étant situés en Afrique.

## Une réalité mouvante

Même si l'on ne dispose pas de données à ce sujet, il est assez probable que le revenu d'un francophone africain est supérieur au revenu moyen du pays.

Le RNB en PPA et le « RNB par habitant » en PPA de l'espace francophone élargi s'élèvent donc à 2 235,8 milliards de dollars et à 19 078 dollars respectivement.

En d'autres termes, la francophonie, définie à partir du nombre des locuteurs effectifs du français, pèse près de 5 % de l'économie mondiale, alors que les francophones représentent environ 2 % de la population mondiale. Ce poids relatif de la francophonie, tant sur le plan démographique que sur le plan économique est, bien

entendu, une réalité mouvante, et la montée en puissance des économies indienne et chinoise aura tendance à le réduire à moyen terme.

Toutefois, la dynamique des langues est au moins aussi complexe que celle de l'économie, et l'on ne se hasardera pas à faire des prédictions à plus long terme. Il n'est pas moins important de rappeler que la dynamique des langues n'a rien de « naturel » : elle est, par définition, le produit de l'action humaine, et c'est donc aussi le résultat des politiques que se donnent les sociétés.

Il n'y a pas d'inéluctabilité dans ce domaine ; il faut donc constamment garder à l'esprit le caractère éminemment politique de ce développement.

*François Grin est professeur d'économie à l'École de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève, où il dirige l'Observatoire « Économie-Langues-Formation ». Michele Gazzola est assistant de recherche dans la même institution.*